



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES  
(C.C.T.P.)  
MARCHE N°2026-002-PI.2**

**Mission de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé**

**CROUS de Bourgogne Franche-Comté  
Rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME  
Résidence Colette à Besançon**

**Maître d'ouvrage** : CROUS de Bourgogne Franche-Comté

**Opération** : Rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME - Résidence Colette à Besançon

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU PRESENT CCTP.....</b>	<b>3</b>
<b>2. REFERENCES REGLEMENTAIRES .....</b>	<b>3</b>
<b>3. CONTEXTE DE L'OPERATION .....</b>	<b>3</b>
<b>4. MISSION DU COORDONNATEUR CSPS – CATEGORIE II .....</b>	<b>3</b>
<b>5. MISSION DU TITULAIRE.....</b>	<b>4</b>
<b><u>5.1 PARTIES TECHNIQUES N°1 : : ANALYSE DES RISQUES, ELABORATION D'UN PREMIER PGCSPS ET ANALYSE DES OFFRES DES SOUMISSIONNAIRES.....</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>PARTIE TECHNIQUE 2 : PRESTATIONS A EFFECTUER PENDANT LA CONCEPTION.....</u></b>	<b><u>8</u></b>
<b><u>PARTIE TECHNIQUE 3 : PRESTATIONS A EFFECTUER PENDANT LA REALISATION DES TRAVAUX INCLUANT LA RECEPTION DES TRAVAUX OU DES OUVRAGES .....</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b><u>PARTIE TECHNIQUE 4 : ASSISTANCE PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT.....</u></b>	<b><u>11</u></b>

## 1. OBJET DU PRESENT CCTP

Le présent **Cahier des Clauses Techniques Particulières** définit le contenu de la mission de **Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)** confiée au titulaire dans le cadre de l'opération de **rénovation et restructuration du bâtiment Gérôme**, propriété du CROUS de Bourgogne-Franche-Comté.

Cette mission relève de la **catégorie II**, conformément aux articles **R.4532-11 à R.4532-16 du Code du travail**.

Le Titulaire du marché de Coordination de la Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) intervient dans le cadre du projet de rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME.

---

## 2. Références réglementaires

Les prestations sont réalisées conformément :

- au **Code du travail**, notamment les articles L.4531-1 à L.4535-1 et R.4532-1 à R.4532-98 ;
  - au décret du 26 décembre 1994 modifié relatif à la coordination SPS ;
  - aux textes et guides de l'OPPBTP.
- 

## 3. Contexte de l'opération

Le bâtiment Gérôme fait partie de la résidence Colette, dont plusieurs bâtiments ont récemment fait l'objet de rénovations.

Le projet vise :

- une **restructuration lourde**,
  - une amélioration significative de la performance énergétique,
  - l'évolution des typologies de logements (création de studios, redistribution des chambres),
  - la prise en compte d'objectifs d'exploitation-maintenance intégrés.
- 

## 4. Mission du coordonnateur CSPS – Catégorie II

La mission comprend l'ensemble des obligations prévues aux articles **R.4532-11 à R.4532-16 du Code du travail**.

---

## 5. MISSION DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage, sans réserve, conjointement et conformément aux pièces contractuelles, conditions, clauses et prescriptions imposées par le Marché, à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après.

Concernant le marché global de performance, deux candidats ont été sélectionnés en phase candidature et invité à participer à la phase dialogue remettront des rendus de niveaux ESQ+ à APS+. Le groupement Titulaire retenu sur la base de son offre finale sera chargé de la réalisation des études de Conception et des travaux de construction ainsi que de l'exploitation-maintenance de l'ouvrage.

Le présent marché concerne la mission de coordination relative à ces travaux ainsi qu'au choix du titulaire parmi les deux soumissionnaires.

Ainsi, le Titulaire du présent marché sera sollicité afin d'émettre un avis sur :

- Les propositions initiales pour les deux groupements candidats (2 rendus ESQ+ à analyser par le Titulaire du présent marché).
- Les propositions intermédiaires pour les deux groupements candidats (2 rendus de niveau APS à analyser par le Titulaire du présent marché).
- Les offres finales pour les deux groupements candidats (2 rendus de niveau APS+ à analyser par le Titulaire du présent marché).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter ou de diminuer le nombre de tours de dialogue en cours de consultation.

Le Coordonnateur de sécurité assiste directement le Maître d'ouvrage et ses conseils (notamment l'Assistant Technique à Maître d'ouvrage) dans les formalités que celui-ci doit accomplir.

La mission du CSPS est décomposée en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI de 2021 :

- **Partie technique 1** : Analyse des risques, élaboration d'un 1er PGCSPPS et analyse des offres des soumissionnaires
  - Analyse des risques
  - Élaboration d'un premier PGCSPPS
  - Ouverture du registre-journal de la coordination
  - Analyse des propositions et des offres présentées par les opérateurs économiques candidats au MGP
- **Partie technique 2** : Prestations à effectuer pendant la phase « conception »
  - Déclaration préalable
  - Mise à jour du PGCSPPS
  - Initiation du DIUO
- **Partie technique 3** : Prestations à réaliser pendant la phase « réalisation des travaux » incluant la réception
  - Présence aux réunions
  - Inspections communes et analyse des PPSPS

- Mise à jour des documents de coordination (PGCSPS, registre-journal, DIUO)
- **Partie technique 4** : Assistance pendant la période de parfait achèvement

**Les missions des autres intervenants dans l'acte de construire sont précisées à l'Article 4 du Cahier des Clauses Communes (CCC).**

## **5.1 PARTIES TECHNIQUES N°1 : : ANALYSE DES RISQUES, ELABORATION D'UN PREMIER PGCSPS ET ANALYSE DES OFFRES DES SOUMISSIONNAIRES**

### Analyse des risques

Aux fins de donner au Maître d'ouvrage une information claire sur les risques que présente l'opération vis-à-vis de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, le Titulaire établit pour l'ensemble du chantier après examen du programme remis par le Maître d'ouvrage, une analyse du risque, sous forme de rapport écrit.

Cette analyse des risques sera transmise au Maître d'ouvrage. Elle devra être mise à jour au cours du déroulement de l'opération après examen de l'avant-projet sommaire du groupement qui sera désigné titulaire du marché global de performance, puis lorsque de nouvelles dispositions en termes de conception ou de réalisation sont adoptées, en tant que de besoin.

Cette analyse devra reprendre les rubriques suivantes :

- Les risques liés au site ;
- Les risques propres à ce type de chantier ;
- Les risques liés aux interventions ultérieures sur l'ouvrage ;
- Les risques liés à la coactivité des entreprises du BTP (risques importés et exportés).

Cette analyse de risques ne devra pas excéder 10 pages pour des questions de facilité de lecture. Il est expressément rappelé au Titulaire que cette analyse doit pouvoir être comprise par l'ensemble des partenaires de l'opération non spécialisés en matière de prévention.

En tout état de cause, le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé, pour motiver ses exigences, doit s'appuyer sur :

- L'analyse du risque,
- Les dispositions techniques prévues par la réglementation en vigueur,
- Les dispositions techniques indiquées au titre des recommandations du service prévention de la CARSAT.

### Élaboration d'un premier PGCSPS

Le Coordonnateur sécurité et protection de la santé élabore les plans généraux de coordination (PGC) prévu à l'article L4532-8 du Code du travail sur la base du programme. L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que le PGC devra être établi en concertation avec l'assistant technique au Maître d'ouvrage (ATMO). Le PGC sera joint au dossier de consultation « DCE phase offre » des entreprises sélectionnées en phase candidature pour la passation du marché global de performance.

Le PGC indique les conditions de vérification :

- Des installations électriques provisoires,
- Des installations de levage le cas échéant,
- De la stabilité mécanique des dispositifs d'étalement,
- De la stabilité mécanique des éléments de structure en phase provisoire,
- De la stabilité mécanique de la structure, des structures avoisinantes et du sol lors des phases de terrassement, excavation ou reprise en sous-œuvre,
- Des dispositifs de protection contre l'incendie des chantiers.

Le PGC précise en outre les modalités de gestion des phases provisoires du chantier sur le plan de la sécurité.

Le PGC propose aussi les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier. Il proposera une solution pour la prise en charge de la dépense correspondante sous forme d'affectation à une entreprise déterminée.

### Ouverture du registre-journal de la coordination

Le registre journal est défini à l'article R.4532-38 du Code du Travail. Il est le principal moyen de communication entre le Coordonnateur de sécurité et les autres partenaires de l'opération.

Il sera le support des observations ou notifications que le Coordonnateur de sécurité jugera nécessaire de formuler, aux fins de prise en compte par les différents partenaires et il comprendra :

- Tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles,
- Tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Il est possible de créer un registre-journal « avant notification du marché » et un registre-journal « travaux » pour des raisons de confidentialité vis à vis des entreprises.

Une copie de ce registre-journal sera transmise au Maître d'ouvrage. Si le Coordonnateur de sécurité estime que le Maître d'ouvrage est concerné par un chapitre du registre-journal, il devra attirer son attention de manière significative.

Il est rappelé au Coordonnateur de sécurité qu'il a obligation d'archiver ce registre-journal pendant cinq ans à compter de la réception des ouvrages.

#### Analyse des offres présentées par les opérateurs économiques candidats au MGP

La procédure de dialogue compétitif qui sera lancée pour la conclusion du marché global de performance (MGP) implique que les deux candidats admis à participer à la phase dialogue remettent une proposition initiale de niveau ESQ+ puis, une proposition intermédiaire de niveau APS, puis une offre finale, également de niveau APS+.

Le Coordonnateur sécurité et protection de la santé analysera, au stade proposition initiale, proposition intermédiaire puis au stade offres finales, les 2 rendus (1 par groupement candidat) de conception de niveau ESQ+ à APS+ issus de la consultation pour la conclusion du marché global de performance.

Le Coordonnateur participera aux réunions d'analyse.

Le Coordonnateur sécurité et protection de la santé remettra un rapport distinct par rendus (soit 2 rapports au total), résumant ses avis sur les rendus initiaux des deux candidats admis à participer à la phase dialogue comportant une analyse des risques comparative mettant en évidence les points positifs et négatifs de chaque projet au stade de la proposition intermédiaire.

Les facteurs de risques pourront être classés selon la thématique suivante :

- Choix architecturaux et principes constructifs
- Notice de sécurité relative aux travailleurs (coactivité et interventions ultérieures)
- Planning et organisation du chantier
- Installations de chantier et voies d'accès
- Intervention en toiture
- Entretien des parois verticales
- Locaux techniques

Il remettra par la suite un rapport distinct par rendus, actualisé pour la phase « proposition intermédiaire » puis réactualisé pour la phase offre finale.

Il est expressément rappelé au Coordonnateur sécurité et protection de la santé toute la diligence et la clarté qu'il devra apporter dans l'explication de ses observations ou avis tant vis à vis du Maître d'ouvrage que des autres partenaires de l'opération, non spécialisés en matière de sécurité et protection de la santé.

## **PARTIE TECHNIQUE 2 : PRESTATIONS A EFFECTUER PENDANT LA CONCEPTION**

Le coordonnateur :

- Participe, au moins 1 fois par mois, à la réunion de niveau 1 dite de « Cellule de Maîtrise d'ouvrage » entre Maîtrise d'ouvrage, le titulaire du marché global de performance, l'ATMO et le Contrôleur technique pendant la période d'études
- Veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L.4532-1 et L.4532-18 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre ;
- Participe aux réunions de mise au point de la conception (finalisation de l'APS, APD PRO) organisées par l'assistant technique à maîtrise d'ouvrage (niveau 2)

Au cours de la conception et de l'élaboration du projet de l'ouvrage, le Titulaire :

### Déclaration préalable

- Rédige pour le compte du Maître d'ouvrage la déclaration préalable définie à l'article L4532-1 du Code du travail ;

### Mise à jour du PGCSPS

- Met à jour et complètera, en tant que de besoin, le plan général de coordination (PGC) en concertation avec le titulaire du marché global de performance.

### Initiation du DIUO

- Initie le dossier d'intervention ultérieure (DIU) sur l'ouvrage. Il commence à être constitué dès le démarrage du PRO.

Le Coordonnateur de sécurité devra soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage un modèle de DIUO. Le DIUO définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'exploitation future de l'ouvrage. Il rassemble tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Il est complété par un plan schématique de l'implantation des ouvrages (seront indiqués l'accessibilité des personnels, des matériaux et des matériels, les moyens de protection ou de manipulation à mettre en œuvre) ainsi qu'un synoptique des équipements (confection à la charge du Titulaire).

Le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé doit indiquer au Maître d'ouvrage les documents que devront fournir l'assistant technique et les entreprises pour compléter le DIUO. Il s'agit notamment de notices précisant les conditions de sécurité des travailleurs lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé remettra au Maître d'ouvrage, dès la fin de la phase « conception », **un premier projet de DIUO**, qui devra comporter les réponses à l'exigence de facilité d'exécution des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

En complément du DOE visé par l'assistant technique, le DIUO comporte une notice d'intervention ultérieure sur l'ouvrage avec les rubriques précisées à l'article R4211-3 à 4 du Code du travail, indiquant les dispositions prises, notamment :



- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, le cas échéant, et notamment pour les accès aux canalisations en galerie technique, ou en vide-sanitaire,
- pour faciliter l'intervention sur les lots techniques, avec les procédures retenues pour les travaux suivants : électricité, gaz, autres fluides.

Le DIUO intègre le dossier de maintenance des lieux de travail (DMLT) prévu à l'article R.4211-3 à 4 du Code du travail. Ce dossier est établi par le Titulaire, qui se chargera de réunir toutes les informations nécessaires à cet effet.

Le DIUO indique, s'il y a lieu, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien. Le Coordonnateur de sécurité pourra compléter, en tant que de besoin, toutes les rubriques qu'il jugera nécessaire de faire figurer au présent DIUO.

Le DIUO devra inclure :

- une notice d'information sur la durabilité des dispositifs de protection,
- les rapports des contrôles techniques des entreprises, le cas échéant, notamment en ce qui concerne les lots techniques (électricité, ascenseurs, ...).

Le second projet de DIUO sera remis au Maître d'ouvrage conformément au délai indiqué dans l'acte d'engagement. Le DIUO finalisé sera remis au Maître d'ouvrage conformément au délai indiqué dans l'acte d'engagement.

---

### **PARTIE TECHNIQUE 3 : PRESTATIONS A EFFECTUER PENDANT LA REALISATION DES TRAVAUX INCLUANT LA RECEPTION DES TRAVAUX OU DES OUVRAGES**

Le Coordonnateur sécurité et protection de la santé, notamment,

- Participe, au moins 1 fois par mois, à la réunion de niveau 1 dite de « Cellule de Maîtrise d'ouvrage » entre Maîtrise d'ouvrage, le lauréat du marché global de performance, l'ATMO et le Contrôleur technique pendant la période de travaux
- Réalise des visites inopinées sur le chantier, à raison de une visite minimum par semaine
- Organise la coordination entre les activités des différentes entreprises, y compris sous-traitants et fournisseurs, qu'elles soient présentes ou non sur le chantier et ce, pour tous les aspects de cette coactivité :
  - Installations communes, matériels communs,
  - Circulations verticales et horizontales,
  - Information mutuelle,
  - Échanges de consignes de sécurité et protection de la santé,

- Entretien avec chaque entrepreneur titulaire de marché et avec les éventuels sous-traitants avant le début de chaque tâche, pour définir les procédures de sécurité et de protection de la santé à mettre en œuvre,
- Inspections communes préalables aux interventions en fonction des caractéristiques des travaux que les entreprises s'apprêtent à réaliser,
- Consignes à observer ou à transmettre en matière de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Pour cela, il réalisera une visite sur site par semaine à minima

- Veille à l'application correcte de ces mesures et procédures, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.
- Vise les PPSPS des entreprises et des sous-traitants (plans particuliers et de protection de la santé)

Le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé organisera une inspection commune avec chaque entreprise avant la rédaction du PPSPS. Le Coordonnateur de sécurité visera chaque PPSPS rédigé par les entreprises.

En cas d'avis défavorable motivé sur le PPSPS, le Coordonnateur informera simultanément le Maître d'ouvrage et l'ATMO. Il invite ceux-ci à prendre les dispositions nécessaires.

Le Coordonnateur sécurité et protection de la santé organisera la diffusion des PPSPS conformément à l'article R4532-58 et 59 du Code du travail.

Il communiquera notamment à chacun des entrepreneurs les noms et adresses des autres entrepreneurs.

Le Titulaire :

- Tient à jour le plan général de coordination et l'adapte et veille à son application.
- Tient à jour le registre-journal dans les conditions établies lors de la phase précédente.

Dans le cas d'une urgence signalée par le Titulaire, celui-ci devra faire viser immédiatement ses observations par les personnes concernées. En l'absence de l'assistant technique à maîtrise d'ouvrage, le Titulaire devra sans délai signifier cette urgence au Maître d'ouvrage.

Le Coordonnateur de sécurité est tenu de consigner ses visites de chantier sur le registre-journal, en indiquant le nom, avec son visa, du représentant de l'assistant technique à maîtrise d'ouvrage ou à défaut de l'entreprise qui l'a accompagné.

- Complète le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Vis à vis des activités tant internes qu'externes au chantier :

- Procède aux inspections préalables, accompagné de la personne représentant le chef d'établissement indiquée par le Maître d'ouvrage lors de la phase « conception »,

- Définit les limites du chantier et leur matérialisation qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir et le public (y compris pour des manifestations exceptionnelles : portes ouvertes, visites de chantier, etc.),
- Précise de même les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux,
- Précise les conditions d'intervention des entreprises lorsque le chantier concerne des voies de circulation publiques,
- Définit les moyens mis en œuvre en matière d'installations sanitaires, de vestiaires, de restauration,
- Communique aux entreprises en vue de transmission à leurs salariés, les mesures correspondantes, ainsi que celles relatives à l'organisation des secours,
- Prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Un pointage des personnes autorisées à accéder au chantier sera mis en œuvre en concertation avec l'assistant technique à maîtrise d'ouvrage et le Maître d'ouvrage.

Il est expressément rappelé au Titulaire l'attention que porte le Maître d'ouvrage sur ce point. En particulier, un effort soutenu d'explication envers les entreprises doit être réalisé par le Titulaire afin d'exposer les conséquences liées en matière de travail illégal, notamment suite à un accident de chantier. Le Titulaire établira un point régulier à destination du Maître d'ouvrage sur ce dernier sujet.

## **PARTIE TECHNIQUE 4 : ASSISTANCE PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

---

Le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé complète le DIUO en fonction des documents remis après la réception et présentera au Maître d'ouvrage un DIUO complet conformément au délai indiqué dans l'acte d'engagement.

L'intervention du Coordonnateur de sécurité est de la même nature que pendant la phase réalisation pour tous les travaux non terminés ou relevant de la levée des réserves, mais devra intégrer le fait que l'établissement est désormais en activité. Le PGC et l'analyse de risque sont à mettre à jour en conséquence.

En début de la présente partie technique, le Titulaire remettra au Maître d'ouvrage un cadre de plan de prévention intégrant les risques apportés par l'exploitation décrits par le Maître d'ouvrage, et qui servira de référence aux interventions ultérieures des entreprises pour les travaux non soumis à coordination SPS.

Le Titulaire effectuera une journée de formation à destination du personnel pour la mise en main du plan de prévention. A l'occasion de cette journée, le Titulaire rappellera les règles générales de la sécurité des travailleurs.